

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARCILLAT CORCIEUX

667 rue de la Gare
BP 4
88430 Corcieux

Références : S-25-1292RP
Code AIOT : 0006202172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX implanté 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite qui fait l'objet du présent rapport fait suite à une pollution accidentelle du Neuné suite à rupture d'un réservoir vertical de 50 m3 de protéines de lait (plein au moment des faits).

La visite s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1717/2003 du 16 juin 2003.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX
- 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une laiterie appartenant au groupe Lactalis. Il est spécialisé dans la fabrication de fromage.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.1.3	Demande de justificatif	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.7	Demande d'action corrective	4 mois
3	réentions	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.7	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pollution n'a pas entraîné de conséquence majeure puisqu'aucune mortalité piscicole n'a été constatée. En revanche elle questionne sur l'efficacité de la stratégie de rétention adoptée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'accident
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte-rendu écrit.
Constats : Par appel et courriel du 15 novembre 2025, l'exploitant a averti l'inspection des installations classées de la rupture d'un réservoir vertical de 50 m3. Cette rupture fait suite à un effondrement partiel de ce réservoir qui a entraîné un déchirement de la paroi. Ce réservoir simple peau est entré en service en 1980 et contenait des protéines de lait. Des investigations sont en cours pour comprendre l'origine de cet accident. Deux hypothèses sont envisagées : rupture d'un des pieds ou effondrement du sol
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport circonstancié dans un délai d'un mois. Ce rapport détaillera les causes de l'accident ainsi que les mesures palliatives envisagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : rejets d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, rejets d'eaux résiduaires
Prescription contrôlée : <p>Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.</p>
Constats : <p>Il a été fait le constat d'un rejet partiel du contenu du réservoir vers le Neuné. Aucune mortalité piscicole n'a été relevée.</p> <p>La grande majorité du contenu du réservoir a été orientée vers le bassin B0 de la station d'épuration dont l'exutoire a été obturé afin de contenir la pollution. Lors de sa visite deux jours plus tard, l'inspection a constaté que ce bassin contenait encore les protéines de lait qui y ont été déversées. L'exploitant a indiqué avoir fait procéder à une caractérisation physico-chimique du bassin B0 afin d'en faire traiter le contenu par la station d'épuration avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Dans l'attente, l'inspection a constaté que le réservoir B0 a été shunté afin d'orienter les flux en traitement vers les autres bassins de la station (le bassin B0 n'a pas de nécessité quant au fonctionnement de la station d'épuration, il sert de bassin tampon pour recueillir une pollution)</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer dans son rapport d'accident les voies par lesquelles les protéines de lait ont rejoint le Neuné (a priori par des tampon d'eau pluviale) et prendre les mesures nécessaires pour qu'un même accident ne puisse pas avoir les mêmes conséquences.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, rejets d'eaux résiduaires
Prescription contrôlée : <p>Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels. En particulier, à tout stockage ou dépôt de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol sera associée une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : <p>L'exploitant a mis en place la stratégie suivante : le bâtiment fait rétention et les écoulements</p>

accidentels sont dirigés vers la station d'épuration. Les produits incompatibles disposent de leur propre rétention.

L'inspection a constaté, dans les parties visitées, la bonne mise en place de ces rétentions.

Force est de constater que cette stratégie est faillible puisqu'une part des protéines de lait a pu rejoindre le milieu naturel a priori par les tampons du réseau d'eau pluviale. Quoique l'exploitant ait pris la précaution de surélever ces tampons en béton (environ 20 cm), ils n'ont pas résisté à la vague de submersion induite par la cinétique de vidage rapide des 50 m³ du réservoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier ses tampons d'eau pluviales pour qu'ils soient réellement étanches et susceptibles de résister à ce type d'événements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois